

Prévention spécialisée : trouver les moyens de défendre un service

Publié le 04/12/2017 • Par [Isabelle Raynaud](#) • dans : [Actu prévention sécurité](#), [France](#)



France 3

Partir du territoire pour aider les jeunes... Ou protéger un service. **Les journées de la CNAPE sur "les territoires de la prévention spécialisée"** ont ainsi permis aux éducateurs de découvrir des outils pour travailler tout en défendant leur action auprès des politiques.

La prévention spécialisée est souvent nommée le parent pauvre de la protection de l'enfance. La compétence n'est pas obligatoire pour les départements, et leur compréhension de la discipline est très variable. Durant les journées d'études de la CNAPE, les 28 et 29 novembre 2017 à Paris, des éducateurs de rue se sont ainsi plaints de la définition très volatile des publics de la "prév" : selon les territoires, les jeunes sont les moins de 18 ans uniquement alors qu'ailleurs la prise en charge peut se poursuivre jusqu'à 21 ou 25 ans...

Les zones géographiques sont également souvent de plus en plus réduites, avec les baisses de moyens, de nombreux services ont vu leurs portes se fermer... La fédération des associations de protection de l'enfant avait donc décidé de centrer ses journées d'études sur « les territoires de la prévention spécialisée ».

Cartographier son territoire

« Le travail social est encore en marge de l'aménagement du territoire. Les travailleurs sociaux peinent à faire reconnaître leur expertise. Ils ne sont pas invités à la table où se négocient les politiques publiques, alors que ce sont les experts du dernier mètre », regrette Alexandre Moine, professeur de géographie à l'université de Franche-Comté. Il faut donc changer le regard porté sur eux, qu'ils aient des outils pour prouver leur expérience et compétences, recommande-t-il.

Pour cela le géographe encourage la création de cartes pour visualiser concrètement les besoins et solutions potentielles. La carte donne une représentation qui permet à un chef de service de faire le lien entre l'éducateur de rue et le responsable politique qui prend les décisions. « Elle devient une grille de lecture », compréhensible de tous.

Outil de défense

Que faire quand les « éducateurs » sont sur-sollicités, comme s'ils pouvaient régler tous les problèmes, n'importe où, demande un responsable de service ? « Nos outils ne permettent pas de revoir la décision politique. L'idée que vous soyez sollicités à tout bout de champ, on n'y peut rien, reconnaît Alexandre Moine. Le but est d'avoir un outil efficace car vous êtes avec des compétences, vous avez des arguments pour expliquer pourquoi une action est impossible à mener dans un secteur, par exemple. »

« Sans faire de diagnostic, on ne gagnera rien, ajoute Marie-Pierre Cauwet, directrice du centre de ressources de la prévention spécialisée APSN. C'est vrai, parfois les dés sont pipés, on demande un diagnostic aux éducateurs spécialisés pour valider la volonté de fermer un service. On ne fera peut-être pas changer la décision mais on aura dit, de la façon la plus objective qui soit, ce dont on avait besoin. »

Cela ne changera peut-être rien, mais si on veut pouvoir modifier une décision, « il faut être crédible » souligne la consultante.

Ne pas se contenter des quartiers politique de la ville

Plusieurs intervenants des journées ont également encouragé les « éducateurs » à aller au-delà des « banlieues ». « Le public de la prév, ce sont les jeunes des cités », on le dit souvent, souligne François Chobeaux, animateur du réseau national Jeunes en errance. Pourquoi pas ? Mais ce n'est pas seulement ça. » Squat, gares, centres commerciaux ou festivals : il recommande d'aller là où est le public. Et de créer des liens avec tous les acteurs qui travaillent avec les jeunes. Même s'il reconnaît que c'est de plus en plus difficile...

L'Association d'éducation et de prévention (AEP), basée dans le Nord, a également montré que le travail en quartiers prioritaires, à Roubaix, ou en zone rurale, à Fourmies, pouvait être envisagé conjointement. Le directeur adjoint de ce service de prévention spécialisée, a ainsi raconté, lors de son départ pour Fourmies qu'on lui avait dit que ce serait très différent de Fourmies. « Mais il y a des problèmes exactement identiques quel que soit le territoire », relate Mourad Chikhi. Un projet commun, pour 10 jeunes de Roubaix et autant de Fourmies a donc été lancé avec pour point d'orgue un voyage au Maroc pour aider une association locale. « Cela a entre autres permis un travail sur la tolérance entre jeunes ayant des profils très différents », rapporte Benoît Fouré, chef de service.